Amendements TC constitutifs de la plateforme Y

Amendements constitutifs

Ces amendements sont soumis individuellement à la CNJ mais constituent dans leur ensemble une plateforme. Ils regroupent plusieurs thèmes : une analyse marxiste plus approfondie de la crise, un bilan du rôle des directions syndicales cet automne, des ajouts sur les mouvement des pays arabes (pour la défaite de notre impérialisme et pour la révolution permanente), la nécessité de la propagande marxiste sur les facs notamment, pour la défense d'un programme avec une logique de transition et enfin la nécessité du travail dans les quartiers populaires.

Texte situation/bilan

Remplacer :

« La crise ouverte dans les années 70 n'est pas d'un accident de parcours du capitalisme. C'est son mode de production, la course au profit qu'il engendre, ses crises de surproduction périodiques qui l'ont produite. La phase ouverte en 2008 est inédite par son ampleur et n'en est probablement qu'à son début. C'est la « crise des solutions à la crise ». Les capitalistes, ne trouvant toujours pas de débouché à taux de profits élevés, ont cherché à la retarder en développant une série de gadget type « subprimes », etc. Leur nouveau subterfuge, la dette des États, menace déjà de s'effondrer. »

Par :

La crise ouverte dans les années 70 n'est pas d'un accident de parcours du capitalisme. En effet, plus la technologie se développe, plus le taux de profit capitaliste a tendance à baisser. Or sans promesse de profit derrière, pas d'investissement capitaliste. Pour tenter de maintenir leur taux de profit, les bourgeoisies ont mené depuis les années 70 des attaques contre la classe ouvrière (baisse des salaires, augmentation de la productivité, etc.) mais ça n'a fait que contenir un temps la baisse du taux de profit. En effet, toute sortie de crise dans le cadre du système exige une dévalorisation très forte de capital, soit par la guerre, soit par une vague immense de faillites, et donc des conséquences dramatiques pour les travailleurs. En attendant, le système capitaliste est englué dans une suraccumulation persistante de capital. La phase ouverte en 2008 est inédite par son ampleur et n'en est probablement qu'à son début. Les Etats pour tenter de contenir encore les effets de la crise, se sont lourdement endetés mais cette « solution » menace déjà de s'effondrer.

Pour les raisons suivantes :

La crise capitaliste se manifeste *par définition* comme une crise de « débouchés » : il y

a rupture de l'accumulation, c'est-à-dire qu'une grande quantité de marchandises n'est pas vendue ou vendue à un prix nettement inférieur au prix attendu. Dire que c'est « la crise des solutions à la crise » (expression popularisée par le réformiste Husson) signifie que c'est la hausse du taux d'exploitation (blocage des salaires, hausse des inégalités) qui explique la crise actuelle, ce qui est faux à mon avis. Si on entre dans une explication des causes de la crise dont on dit qu'elles sont profondes… on est obligé de les expliquer en profondeur !

B 1) a)

Remplacer :

« *Elle ne se politise plus majoritairement sur des questions idéologiques et des références théoriques, mais sur des questions sociales touchant à son avenir, à ses conditions de vie et d'études et sur des questions politiques comme l'antiracisme, l'antifascisme, le sécuritaire, l'internationalisme et l'anti-impérialisme, le féminisme, les luttes LGBTI, l'écologie…* »

Par :

Mais la politisation de la jeunesse est limitée par le contexte de crise du mouvement ouvrier duquel nous ne sommes pas encore sortis. Même si l'expérience des luttes est une voie importante par laquelle les jeunes développent une conscience politique, il est central dans la période qui vient, que nous diffusions largement les idées et analyses marxistes, afin d'armer idéologiquement et politiquement la jeunesse. Se doter d'outils théoriques marxistes est crucial pour remettre en cause profondément et efficacement le système capitaliste et éviter ainsi le découragement et l'éparpillement des militants, tout en continuant à impulser des luttes partout où c'est possible.

Ajouter après « *Les directions syndicales sont toujours en capacité de contrôler les mobilisations.* »

« En outre, elles ont une responsabilité dans l'échec du mouvement, pourtant massif, de cet automne. Elles n'ont jamais appelé au retrait de la réforme et ont cherché vainement à négocier avec le gouvernement. Leur stratégie des « journées d'action » a encore fonctionné. En définitive, les directions syndicales ont tout fait pour bloquer cette dynamique et pour contenir la mobilisation. Elles ont refusé de construire et d'appeler à la grève générale, laissant ainsi seuls les secteurs les plus avancés. Il a manqué un courant structuré dans les syndicats, capable de centraliser le combat contre les directions bureaucratiques afin de détacher la masse des travailleurs de leur emprise, et par là même de réunir les conditions de la grève générale. Il a également manqué un parti diffusant une orientation critique à l'égard des directions syndicales et proposant des initiatives au niveau national."

B 2) a)

après :

"*Preuve d'une certaine conscience des intérêts communs qui existent entre la jeunesse scolarisée et le monde du travail, certains jeunes se sont investis directement aux côtés des travailleurs, dans le cadre des AG inter- pro notamment, mais parfois au détriment de la tâche de mettre leur milieu en grève.*"

supprimer :

"*mais parfois au détriment de la tâche de mettre leur milieu en grève.*"

Pour les raisons suivantes : ce petit bout de phrase reprend l'idée qu'il y a une opposition entre la mobilisation sur les facs et la convergence avec les travailleurs. Or organiser la convergence avec les travailleurs est aussi un moyen concret de "mettre son milieu en grève".

B 3)

après "Les directions syndicales sont toujours en capacité de contrôler les mobilisations. "

Ajouter :

"En outre, elles ont une responsabilité dans l'échec du mouvement, pourtant massif, de cet automne. Elles n'ont jamais appelé au retrait de la réforme et ont cherché, vainement, à négocier avec le gouvernement. Leur stratégie des « journées d'action » a encore fonctionné. En définitive, les directions syndicales ont tout fait pour bloquer cette dynamique et pour contenir la mobilisation. Elles ont refusé de construire et d'appeler à la grève générale, laissant ainsi seuls les secteurs les plus avancés. Il a manqué un courant structuré dans les syndicats, capable de centraliser le combat contre les directions bureaucratiques afin de détacher la masse des travailleurs de leur emprise, et par là même de réunir les conditions de la grève générale. Il a également manqué un parti diffusant une orientation critique à l'égard des directions syndicales et proposant des initiatives au niveau national."

Supprimer (dans la partie sur l'UNEF)

"*Elle reste la référence pour beaucoup d'étudiants qui, sans y militer, écoutent ses mots d'ordre. Mais dans les périodes de mobilisations réellement massives, elle peut rapidement perdre son hégémonie.*"

Cet amendement est justifié par celui sur le syndicalisme dans le texte d'orientation.

Texte Orientation/Structuration

dans l'introduction

remplacer

"*l'urgence d'affaiblir notre impérialisme*"

Par

l'urgence de revendiquer la défaite de notre propre impérialisme

A 2)

supprimer

"*Nous défendons un programme d'urgence et de lutte dans la jeunesse pour déclencher des mobilisations*."

pour les raisons suivantes : voir amendement après B.

B 2)

après

"*Devant la capitulation de toute la gauche institutionnelle face à l'intervention militaire en Libye, le NPA a une responsabilité particulière dans la construction d'un mouvement de solidarité important.*"

Ajouter :

"C'est aussi une occasion de rendre concrète la discussion sur la « révolution permanente ». Être réellement internationaliste, c'est ne pas se poser en extérieur à la situation. De ce point de vue, nous pensons que c'est le prolétariat et les opprimés sur place qui peuvent et doivent prendre le pouvoir grâce à leurs structures d'auto organisation. Dans cette mesure, nous ne pouvons pas soutenir le « front du 14 janvier », qui malgré le fait qu'ils mettent en avant un certain nombre de revendications justes, a pour objectif un « *gouvernement d'unité nationale digne de la confiance de notre peuple ».* Il revêt le contenu d'un « front populaire », c'est-à-dire d'un accord programmatique entre des organisations ouvrières et des organisations bourgeoises, qui se concentre par là même inévitablement sur un projet de collaboration de classe et de respect du capitalisme."

Pour les raisons suivantes : la CNJ est l'occasion de discuter du mandat que nous donnons au futur secrétariat jeunes por rédiger tracts, journeaux, etc. Il aura donc à trancher ce type de questions : qui soutient-on, comment nous positionner, etc. la CNJ doit donc les aborder avec précisions et pas en se contentant de quelques généralités.

B – Des initiatives concrètes pour déclencher des mobilisations

Ajouter, après le titre

"Il ne s'agit pas de couper les revendications immédiates de notre campagne plus générale. En défendant des mots d'ordre maintenant, nous les lions inlassablement à la nécessité de rompre avec le système capitaliste. Il n' y a pas d'un côté une campagne politique propagandiste qui pose la question de la rupture avec le système et d'un autre côté des "initiatives concrètes" qui l'oublient, nous lions systématiquement les deux."

Pour les raisons suivantes :

Le texte tel qu'il est concu a l'inconvénient de séparer la campagne politique de initiatives concrètes. Plutôt que de réécrire le texte, nous avons préféré y ajouter ce paragraphe qui explique que même au quotidien, les militants révoltionnaires s'attachent à démontrer en permanence (tracts, discussions) la nécessité d'en finir avec le système, et qu'ils ne se contentent pas (voir amendement plus haut) d'un simple « plan d'urgence ».

Dans la partie sur le syndicalisme :

ajouter :

"Néanmoins, l'UNEF n'est pas le grand syndicat de masse qui dirigerait les étudiants et à l'intérieur duquel il faudrait mener un combat de fraction. Ce dernier mène avant tout à une perte de temps. Militer dans SUD ou la FSE n'empêche pas de s'adresser à la masse des étudiants. Mais la FSE et SUD restent, malgré beaucoup de qualités, de petits syndicats qui n'ont pas vocation à être le noyau d'une organisation de masse. Une telle situation a pour résultat que la multiplication des mouvements, et leurs progrès en terme d'auto organisation, n'implique pas de progression dans l'organisation des étudiants (pas de manière massive en tout cas). Les militants étudiants du NPA doivent aujourd'hui être audacieux : étant présents dans SUD, la FSE et la TUUD, nous devons y mettre toutes nos forces pour construire un grand syndicat national de lutte qui marginaliserait l'UNEF et offrirait enfin une perspective organisationnelle conséquente aux étudiants mobilisés dans les facs. Construire l'unité syndicale, ce n'est pas se contenter de faire mener des campagnes communes à nos différents syndicats, c'est aussi être offensif et se battre pour la fusion de ces syndicats."

Pour les raisons suivantes :

aucun des deux textes ne mentionne les syndicats existant. On sait qu'il y a des désaccords sur le syndicalisme étudiant, et plutôt que de faire de la CNJ l'occasion de les discuter enfin nationalement à l'échelle de tout le secteur jeune, les deux plateformes issues du SJ ont décidé de ne pas entrer dans les détails de la discussion. La CNJ doit être l'occasion de discuter de ce qui a fait débat entre nous depuis un an et demi, pas d'éviter soigneusement ces sujets.

Dans la partie II

ajouter un paragraphe

En direction des quartiers populaires

« Les « principes fondateurs » adoptés par le NPA soulignent que « l'oppression capitaliste est particulièrement présente dans les quartiers populaires où sont concentré-é-s des habitant-e-s défavorisé-e-s souvent en partie d'origine émigrée, discriminé-e-s, stigmatisé-e-s, victimes des violences policières ». Par ailleurs, les révoltes de ces dernières années, notamment en 2005, après la mort de Ziad et Bouna à Clichy-sous-Bois, ont montré la radicalité qui s'exprime dans les quartiers. C'est à ce titre qu'en tant que secteur jeune du NPA, nous nous donnons pour objectif d'avoir une activité en direction des jeunes qui subissent des formes d'oppression qui sont propres à ces quartiers : racisme, conditions de logement, gestion sécuritaire des quartiers (contrôles au faciès, répression), zones franches… Intervenir seulement sur les lieux de travail ou d'étude des jeunes ne permet pas de nous saisir de ces problématiques, d'avoir un discours politique qui réponde véritablement à ces oppressions qui dans les quartiers se croisent et s'amplifient entre elles. Pour construire une riposte face à ces logiques, il ne suffit pas de travailler à notre implantation dans les lycées ou les CFA, en plus de cela, il faut développer une activité régulière qui s'adresse aux jeunes sur la base de ces problèmes largement spécifiques aux quartiers. Nous ne devons pas apparaître comme « donneurs de leçons », et cette intervention doit reposer sur des jeunes qui y vivent. Sur toutes les questions sur lesquelles nous pouvons intervenir (anti-guerre, violences policières, racisme, logement…), nous devons favoriser la constitution de cadres auto-organisés en s'appuyant sur les forces qui existent. Il s'agit donc pour nous d'intervenir dans l'ensemble de la jeunesse et en particulier dans les lieux qui concentrent ses couches les plus défavorisées. »

Pour les raisons suivantes : cet amendement est un copié/collé de celui adopté par la dernière CNJ. Force est de constater que la construction dans les quartiers populaires n'a pas été une priorité du secteur jeune. Cet amendement reste donc pertinent sous cette forme.

Jeunes de la TC, le 30 avril 2011